

Les Inuits et les Cris du nord du Québec. Territoire, gouvernance, société et culture, Jacques-Guy Petit, Yv Bonnier Viger, Pita Aatami et Ashley Iserhoff. Presses de l'Université du Québec, 2011, 432 p.

Samuel Neural

Volume 41, Number 2-3, 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1021626ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1021626ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (print)

1923-5151 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Neural, S. (2011). Review of [*Les Inuits et les Cris du nord du Québec. Territoire, gouvernance, société et culture*, Jacques-Guy Petit, Yv Bonnier Viger, Pita Aatami et Ashley Iserhoff. Presses de l'Université du Québec, 2011, 432 p.] *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(2-3), 210–212.
<https://doi.org/10.7202/1021626ar>

marché grâce au commerce des fourrures, occultant complètement l'un des débats anthropologiques et historiques les plus célèbres du dernier siècle – et qui n'est d'ailleurs toujours pas résolu (p. 88-90). Même lorsqu'il débordait des limites de la seule histoire autochtone, pour s'attaquer à celle des Québécois en général, ses lacunes scientifiques persistent. Ayant déposé en 1980 un mémoire de maîtrise portant sur la Révolution tranquille, Morissette se croit en effet suffisamment expert pour écrire longuement sur cette période de l'histoire sans même jamais effleurer l'immense production historiographique des trente dernières années.

Au-delà des nombreuses erreurs (accidentelles ou délibérées) que contient le livre, *Les Autochtones ne sont pas des pandas* manifeste un mépris évident à l'égard des Premières Nations. En plus du dénigrement auquel se livre Morissette face à la vision que les Premières Nations ont de leur propre histoire – laquelle s'accorde en plusieurs points avec celles des historiens et des anthropologues –, il se moque littéralement à plusieurs reprises des projets de société poursuivis par de nombreuses communautés. Il prend pour cible, entre autres, les Algonquins de Kitcisakik qui, selon lui, « fabule[nt] sur la construction d'un village de 120 millions de dollars situé à plus de 100 kilomètres en forêt de Val-d'Or sur une supposée terre ancestrale ». Morissette caractérise ce projet, que les Algonquins appellent Wanaki, d'« espèce de village de Disneyland avec la fée Clochette en prime pour distribuer le bonheur parmi ses habitants » (p. 230-231).

Ce mépris, exprimé par un fonctionnaire provincial, soulève de sérieuses questions quant à la volonté réelle du Québec de conclure des ententes avec les Premières Nations. En effet, comment imaginer qu'un État qui, comme l'annonce la quatrième de couverture, a retenu les services de Morissette de 2002 à 2010 « au Secrétariat aux affaires autochtones en tant que responsable des liaisons gouvernementales auprès de diverses nations autochtones du Québec » et

qui l'emploie désormais dans le cadre du Plan Nord, puisse maintenir des relations respectueuses avec une population ainsi méprisée par ses propres agents? Est-il réellement étonnant que des négociations ne mènent à rien lorsque des fonctionnaires ridiculisent la vision qu'ont les Premières Nations de leur propre histoire, en la qualifiant de « fabuliste » et en affirmant qu'une part centrale de cette vision – à savoir la domination des autochtones par les colonisateurs – « s'avère fictive » (p. 294)? Quoi qu'on pense du projet politique que propose Morissette, il ne sera jamais pris au sérieux tant et aussi longtemps qu'il sera posé dans un langage aussi méprisant à l'égard de ceux qui sont supposés en tirer bénéfice.

Les Autochtones ne sont pas des Pandas est un ouvrage qui, s'il est diffusé largement, pourrait contribuer à envenimer les relations entre le Québec et les Premières Nations, plutôt que de régler le conflit, comme Morissette prétend vouloir le faire. Son utilisation de l'histoire s'avère caricaturale et est nettement plus « fabuliste » que le récit historique tenu par la plupart des anthropologues et des autochtones. Sa démonstration risque de conforter précisément tous ceux qui cherchent à exclure les Premières Nations de la société québécoise. Par son mépris évident, il risque également d'annihiler toute possibilité d'intégration politique des Autochtones. Pour toutes ces raisons, ce livre constitue une entrave à toute réflexion sérieuse sur les façons de promouvoir la participation des Autochtones à la vie politique du Québec. Le dénigrement de l'auteur et sa méconnaissance historique rendent plus difficiles encore des relations déjà tendues.

Brian Gettler

Département d'histoire
et d'études classiques
Université McGill

Ouvrages cités

- BEAULIEU, Alain, 2008 : « “Lon n'a point d'ennemis plus grands que ces sauvages” : L'alliance franco-innue revisitée (1603-1653) ». *Revue d'histoire de l'Amérique française* 61(3-4) : 365-395.
- CHAPDELAIN, Claude, (dir.), 2007 : *Entre lacs et montagnes au Méganticois :*

12 000 ans d'histoire amérindienne. Paléo-Québec n° 32, Recherches amérindiennes au Québec, Montréal.

- CLERMONT, Norman, 1999 : « La préhistoire québécoise », in R. Lahaise (dir.), *Québec 2000 : Multiples visages d'une culture* : 57-74. Hurtubise HMH, Montréal. Disponible sur Internet : <<http://classiques.uqac.ca/>> (consulté le 21 novembre 2012).
- CORBAIL, Pierre, 1995 : « La préhistoire du Québec : une bibliographie indexée et informatisée », in A.-M. Balac, C. Chapdelaine, N. Clermont et F. Duguay, *Archéologies québécoises* : 439-488. Paléo-Québec n° 23, Recherches amérindiennes au Québec, Montréal.
- FLANAGAN, Tom, 2002 [2000] : *Premières Nations? Secondes regards.* Septentrion, Sillery.
- FRANCIS, Daniel, et Toby MORANTZ, 1984 [1983] : *La traite des fourrures dans l'est de la Baie James, 1600-1870.* Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy.
- HAVARD, Gilles, 2001 [1992] : *The Great Peace of Montreal of 1701: French-Native Diplomacy in the Seventeenth-Century.* Édition révisée. McGill-Queen's University Press, Montréal et Kingston.



Les Inuits et les Cris du nord du Québec. Territoire, gouvernance, société et culture

Jacques-Guy Petit, Yv Bonnier Viger, Pita Aatami et Ashley Iserhoff. Presses de l'Université du Québec, 2011, 432 p.

L'INITIATIVE DU CENTRE pluridisciplinaire d'études canadiennes, le colloque international qui s'est tenu au mois d'octobre 2009 à l'Université d'Angers, a réuni chercheurs français et canadiens mais aussi leaders crs et inuits exerçant des responsabilités dans leurs administrations respectives. L'ouvrage qui en résulte consiste à comprendre comment les populations crs et inuites du nord du Québec construisent les bases d'un nouveau cadre institutionnel et social tout en maintenant leurs traditions. Au fondement de celles-ci, le

territoire, porteur de pratiques ancestrales qui ont perduré à travers les âges, même s'il a diminué comme peau de chagrin au gré de multiples changements, du commerce de la fourrure aux développements miniers, forestiers, puis hydroélectriques. Il demeure une constante. C'est la raison pour laquelle les Cris de Eeyou Istchee et les Inuits du Nunavik se débattent dans les mailles d'un filet de législations qu'ils espèrent garantes de la survie de leur mode de vie millénaire, même si les conditions de ses modalités sont maintenant bien différentes. Ils souhaitent aussi obtenir la reconnaissance d'un savoir-faire autochtone à travers de nouvelles institutions et une nouvelle gouvernance bien distincte, nationale chez les Cris, territoriale chez les Inuits, selon des projets de société qui leur sont propres. Conscientes des bénéfices engrangés par leur persévérance, ces populations négocient, sans trop perdre la face. Pour les gouvernements fédéral et provincial, ainsi que pour les grandes sociétés industrielles, elles sont maintenant la clé du développement d'un front pionnier nordique, véritable enjeu stratégique de la prospérité de chacun. Après plus de cinquante années d'industrialisation sur fond de négociations mais aussi de conflits, et avant la véritable mise en place du Plan Nord, il était temps, en effet, de dresser un bilan.

Dans cet ouvrage, la société crie et la société inuite vont être abordées à travers le prisme de trois axes : territoire-droit-gouvernance, société-environnement-santé et langue-culture-patrimoine.

Le nord du Québec est une région à part entière dans la province, où s'affirment des intérêts d'ordre économique et politique divergents. Compte tenu des rapports de force qui s'y déploient et parce que les représentations de ce territoire et l'utilisation que chaque société en fait ne sont pas les mêmes, certains auteurs choisissent d'analyser la question territoriale sous un angle géopolitique. Ces représentations plurielles qui relèvent de l'identité de chacun convoquent une vision animiste du territoire nourricier, dans lequel toutes les composantes de l'univers – les

hommes, la faune, la flore, les éléments naturels – sont en interaction ; elle se distingue de la vision dichotomique occidentale d'un territoire « à exploiter », qui dissocie les composantes naturelles de la culture intrinsèquement sociétale. Les réticences du négociateur en chef du Québec lors des négociations de la Convention de la Baie James, John Ciaccia, à reconnaître les qualités de la chasse et les rapports sociospirituels qu'entretiennent les Cris avec la terre, l'eau, le poisson, le gibier, face aux nécessités des travaux d'aménagement déjà en cours à la Baie James, illustrent bien ce contraste. Mais ces visions divergentes se retrouvent dans le cadre de difficiles négociations au cours desquelles se dessinent des compromis qui constituent un véritable processus d'ententes souvent revues et corrigées et qui reposent la question de la cogouvernance du territoire. La Convention de la Baie James, signée en 1975 entre les Cris, les Inuits et les gouvernements du Québec et du Canada porte sur la reconnaissance et la protection des droits exclusifs de chasse, de pêche et de piégeage, ainsi que sur la création de comités consultatifs conjoints sur la gestion de la faune et la flore, les modalités du développement industriel du territoire, la participation des Cris et des Inuits dans le processus décisionnel, le développement économique des villages ; par ailleurs, la gouvernance de leurs institutions par les Cris et les Inuits s'est traduite par la mise en place de structures administratives régionales dont l'objectif est la prise en charge d'un ensemble de services gouvernementaux pour ce qui concerne les domaines de l'éducation et de la santé.

De fait, le pouvoir consenti aux Cris et aux Inuits par la Convention de la Baie James et du Nord québécois fut, au départ, tout au plus symbolique puisque l'entente originale ne leur assurait qu'une participation toute relative au développement de la région. Les contreparties en emploi ou par des redevances sur l'extraction des ressources naturelles forestières, minières ou hydroélectriques devaient être réévaluées au cours d'ententes

ultérieures (notamment avec la signature de la Paix des Braves en 2002 – entre les Cris et le gouvernement provincial –, et la conclusion de l'entente Sanarrutik en 2002, puis consolidée en 2006 et 2008 – entre les Inuits et le Québec). Comme le soulignent certains des auteurs de cet ouvrage, la Convention a laissé apparaître des failles, qui se traduisent « sur le terrain » par une tout autre réalité pour les différents segments de la population. Dans les témoignages que relève Harvey A. Feit, vingt-cinq ans après la Convention de la Baie James, le propriétaire d'un territoire montre combien les opérations de foresterie sur son territoire de chasse « sont allées beaucoup trop loin », mettant sérieusement à mal le mode de vie traditionnel des Cris. Bien que reconnaissant les possibilités d'une exploitation divergente de leur territoire, les maîtres de trappe dénoncent le manque de réciprocité de la part des compagnies forestières, ce qui demeure une qualité sociale fondamentale chez les Cris.

Les rapides mutations sociales et environnementales autant que celles tenant du domaine de la santé qu'ont connues les sociétés inuites et cries méritaient également d'être abordées dans cet ouvrage. Au cours des cinquante dernières années, depuis la sédentarisation des populations inuites du Nunavik et des Cris d'Eeyou Istchee, l'économie traditionnelle, jadis dominée par les activités de chasse et de pêche, est passée à une économie combinant travail rémunéré et activités de subsistance. Cela a eu un impact majeur sur les représentations et les pratiques alimentaires contemporaines inuites, mais aussi dans le domaine de l'urbanisme où la conjonction du réchauffement climatique – contribuant à la fonte du pergisol – jumelée à une surpopulation des villages au sein des habitations mal réparties ont entraîné une situation alarmante et difficile à maîtriser. La transition de la vie en forêt à la vie communautaire, l'adaptation soudaine au régime bureaucratique, l'éducation des jeunes loin de leur univers familial originel et de leur milieu traditionnel ont entraîné des

problèmes identitaires qui ne sont plus traités au sein de la famille élargie mais dans le cadre d'un dispositif institutionnel de santé complexe et uniforme. Bien que l'on assiste à un processus d'autochtonisation des institutions grâce à l'utilisation de la langue locale, la formation et l'embauche d'un personnel autochtone tout autant que la valorisation progressive des approches traditionnelles de la guérison ainsi que la mobilisation de tous les acteurs de la vie communautaire et particulièrement des aînés, ces mutations ont entraîné la coexistence de deux systèmes de valeur difficiles à mettre en pratique au sein des institutions contemporaines.

Pour les Cris comme pour les Inuits, le monde industriel qui se dessine devant eux menace constamment la survie de leur culture respective, les mettant au défi de maintenir leur langue et de valoriser leur patrimoine. La Commission scolaire Kativik, institution chargée d'assurer les services éducatifs aux quatorze communautés inuites de l'Arctique québécois, a pour but d'instruire les élèves afin qu'ils gardent la maîtrise de l'inuktitut et deviennent en même temps pleinement fonctionnels dans une des deux langues socialement dominantes, le français ou l'anglais. La clé de cette réussite consiste à former des enseignants inuits dans le cadre de programmes d'enseignement en inuktitut et en anglais, ou encore par la réappropriation de techniques d'écriture qui permettent à des jeunes d'exprimer leur quotidien et de venir enrichir une littérature autochtone en pleine expansion. Devant la diminution des modes de transmission des récits traditionnels et des connaissances qui y sont liées, de nouvelles institutions peuvent constituer d'autres possibilités de diffusion. Même si les anciennes formes de transmission du savoir ne se font plus comme il était d'usage lors des longues veillées autour d'un feu dans les campements, les centres d'interprétation culturelle, les instituts pour la préservation et la valorisation de la culture, dont l'Institut culturel Avataq chez les Inuits du Nunavik ou le Centre culturel et patrimonial de Chisasibi chez les

Cris, sont décrits dans l'ouvrage comme étant des lieux d'archivage du patrimoine, faisant intervenir tous les membres de la communauté, dont les aînés. Cette réappropriation des techniques de conservation du patrimoine ne passe pas seulement par la mise en pratique de techniques muséales, elle s'exprime également dans le cadre de projets urgents dans les domaines archéologiques.

Les points de vue, tant de responsables des gouvernements fédéral et provincial et des acteurs ayant directement participé aux différentes ententes que des responsables cris et inuits, constituent un enrichissement considérable dans le présent ouvrage car ils sous-tendent les attentes de leur peuple respectif : les réflexions sur ces ententes ont constitué de véritables plates-formes d'expression de leurs revendications et de leur quête d'un consensus, qui passe par la volonté de reconnaissance comme « nation » distincte et la nécessité d'une coopération capable d'instituer un respect mutuel. Mais, comme le souligne Roméo Saganash, le refus du Canada de reconnaître et de signer la déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones parce que l'article 26 stipule que « [l]es peuples autochtones ont le droit aux terres, territoires et ressources qu'ils possèdent et occupent traditionnellement ou qu'ils ont utilisés ou acquis », montre qu'il reste encore un long chemin à parcourir.

Samuel Neural

Publications québécoises récentes

Le bestiaire innu : les quadrupèdes

Daniel Clément. Coll. Mondes autochtones, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2012, 532 p., 40 \$

Par le biais de l'observation, de rapprochements et de nombreuses « expérimentations » au fil des générations, les populations autochtones sont parvenues à des connaissances très approfondies sur le monde animal. Cet ouvrage présente les principaux quadrupèdes du bestiaire des Innus de la Côte-Nord par le biais des connaissances transmises par eux, de leur tradition orale (récits et mythes) et de diverses sources historiques et scientifiques (ethnologues, historiens, missionnaires, naturalistes, biologistes et aventuriers). D'une richesse exceptionnelle, les informations contenues dans ce livre sont le résultat de recherches amorcées par l'auteur il y a plus de vingt-cinq ans. Après une brève introduction, l'ouvrage présente vingt animaux en autant de chapitres décrivant la « Nomenclature et classification », la « Description, modes de déplacement et sens », les « Mœurs » et la « Reproduction ». Parmi la vingtaine d'animaux présentés, mentionnons le castor (*amishk^u*), le loup (*maikan*), la martre d'Amérique (*Uâpishtân*), l'ours noir (*mashk^u*), le carcajou (*kuekuâtshu*) et le caribou (*atik^u*). Pour tous les amoureux de la nature et toutes les personnes avides de connaissances sur la complexité de l'univers animal.

Histoire de Montréal et de sa région

Dany Fougères (dir.). 2 tomes, Les régions du Québec 21, Institut national de la recherche scientifique, Presses de l'Université Laval, Québec, 2012, 1600 p., 80 \$

Cet imposant boîtier de deux tomes est une synthèse d'histoire régionale sur Montréal et sa région qui s'inscrit dans les travaux du Chantier des histoires régionales de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). Divisé en trois parties, l'ensemble comprend trente-cinq chapitres qui